

STIGLER, GEORGE J. (1973), «General Economic Conditions and National Elections», *American Political Science Review*, 63, pp. 160-167.
TUFTS, EDWARD R. (1975), «Determinants of the Outcomes of Midterm Congressional Elections», *American Political Science Review*, 69, pp. 812-826.
WHITELEY, PAUL (ed.), *Models of Political Economy*, London and Beverly Hills, Sage Publications.

RÉSUMÉ

Les études du comportement électoral, en Italie, ont été principalement axées sur des explications idéologiques du soutien électoral des partis. Partant d'une telle approche rationnelle (*rational choice*), cet article analyse l'importance et l'impact de l'ensemble des conditions économiques sur les préférences politiques de l'électorat italien au cours de la période comprise entre 1953 et 1979. Sans négliger, naturellement, le poids des liens idéologiques et surtout avec les partis, il est mis en évidence ici comment des considérations de nature économique jouent un rôle important dans les choix des partis par l'électorat. Il résulte, en effet, qu'un taux croissant d'inflation réduit la force électorale de la Démocratie Chrétienne, tandis qu'elle «prime», au contraire, l'opposition communiste. Un chômage croissant donne un résultat inverse; ce qui révèle l'importance du rapport économique qui unit les électeurs aux partis dans le système italien; un rapport qui peut être éclairé, toutefois, par un cadre explicatif rationnel.

ABSTRACT

Studies on Italian electoral behavior have mainly relied on ideological explanations of party support. Taking a rational choice approach this paper assesses the relevance and the impact of aggregate economic conditions upon the political preferences of the Italian electorate in the period 1953-1979. Without neglecting the strength of ideological and cultural ties with parties, it is found that economic considerations do play an important role for Italian electors. Increasing inflation reduces the electoral strength of the Christian Democratic Party while it rewards the Communist opposition. Growing unemployment shows an opposite trend thus pointing out the peculiarity of the economic relationship that links electors to parties in the Italian system, which can be accounted for within a rational framework.

LES ELECTIONS MUNICIPALES FRANÇAISES DE MARS 1983. LE COMPORTEMENT POLITIQUE DES GRANDES VILLES

par JACQUES JOLY et ALAIN JOURDAN

1. Introduction

Première consultation générale en France depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, les élections municipales du 6 et 13 mars 1983 étaient attendues, tant par les observateurs de la vie politique que par les partis eux-mêmes, comme un test important de représentativité. Pour la gauche qui avait obtenu lors des élections présidentielles et législatives de 1981 un de ses plus hauts scores historiques, l'enjeu était de limiter l'ampleur de ses pertes et de conserver au mieux les votes qui s'étaient portés sur François Mitterrand, d'autant qu'elle avait bénéficié lors du précédent scrutin municipal de 1977 d'une avancée spectaculaire: dès le premier tour, elle avait alors emporté 32 villes de plus de 30.000 habitants. Dans le renouvellement des municipalités, la droite trouvait de son côté l'occasion de montrer l'état de sa récente mobilisation et dans le fil de son redressement, l'espoir d'une possible reconquête du pouvoir central.

L'accentuation du caractère national de la consultation au profit du traditionnel affrontement gauche-droite reléguait dès lors au second plan certains traits pourtant nouveaux de l'élection de 1983 et notamment le fait que le renouvellement des élus des communes intervenait au moment même où la loi de décentralisation, qualifiée par les socialistes eux-mêmes de « grande affaire » de ce septennat, commençait à concéder une plus grande marge de responsabilité au pouvoir local. Pourtant, pour une grande partie de l'opinion, surtout pour les électeurs des grandes villes, tout s'est passé comme s'il s'agissait d'un scrutin législatif, et l'enjeu premier de ces élections qui est la vie quotidienne des français sous de multiples aspects a sans nul doute été occulté. Le jugement des électeurs, porta moins sur la qualité et la capacité de gestion des candidats que sur le soutien ou la sanction à accorder au gouvernement en place depuis deux ans. A ce titre, l'exemple de Grenoble est significatif: après dix huit ans d'une gestion socialiste considérée par beaucoup comme exemplaire, la droite, contre toute attente, l'emportait facilement dès le premier tour.

Avec environ 600.000 salariés et un budget global de 220 milliards de francs en 1982, soit le quart du budget de l'Etat, les 36.422 communes

et surtout les plus grandes, furent le point chaud de la bataille électorale, la valeur symbolique du pouvoir, la présence des principaux leaders politiques et notamment des ministres (Le Premier Ministre à Lille), la réforme du scrutin permettant une meilleure représentation des courants politiques, et aussi le faible écart de voix séparant les listes au premier tour, contribuèrent à la vigueur de ton de la campagne. Par exemple, la bataille pour Marseille, où règne sans interruption depuis la Libération l'actuel Ministre de l'Intérieur, et qui se termina par une victoire en extremis pour les socialistes, occulta pour une bonne part certains autres revers de la gauche. De même que la gauche, lors du précédent scrutin de 1977 avait mis l'accent sur le décalage qui existait entre les résultats favorables que lui procuraient les grandes villes qu'elle venait de conquérir et l'Etat central dans les mains de la droite, les partis de l'opposition ont également repris à leur compte ce même schéma en 1983, mais à l'envers; Jacques Chirac déclarait le 10 mai 1983 devant les nouveaux maires R.P.R. « le pouvoir local est la base indispensable de la reconquête du pouvoir national ».

2. Un nouveau système électoral majoritaire tempéré de proportionnelle

Les partis de gauche traditionnellement plus favorables à la représentation proportionnelle avaient maintes fois proposé l'adoption de ce système, pour les élections à l'Assemblée Nationale comme pour les élections locales. Jusqu'à présent seul le mode de scrutin pour les élections municipales a été modifié par une loi du 19 novembre 1982, qui instaure une sorte de système mixte, introduisant une dose de proportionnelle tout en conservant un caractère majoritaire très marqué.

Avant 1982, les conseils municipaux étaient élus selon un système majoritaire de listes à deux tours qui opérât une distinction entre les communes de plus de 30.000 habitants et celles de moins de 30.000. Dans les villes de plus de 30.000, la liste qui obtenait la majorité absolue au premier tour, ou relative au second, ramportait tous les sièges; les listes, en outre, étaient « bloquées », c'est-à-dire ne pouvaient faire l'objet de panachage de la part des électeurs; enfin, il était nécessaire d'avoir obtenu 12,5% de voix au premier tour, pour pouvoir se maintenir au second. Dans les communes de moins de 30.000 habitants, les mêmes dispositions s'appliquaient avec une différence, importante surtout dans les petites communes: les électeurs avaient la possibilité de panacher entre les listes ou de changer l'ordre de présentation des candidats.

La nouvelle loi électorale ne conserve le même système que pour les communes de moins de 3.500 habitants. Au-dessus de ce seuil, en revanche, les modifications sont nombreuses: tout d'abord, les listes avant ob-

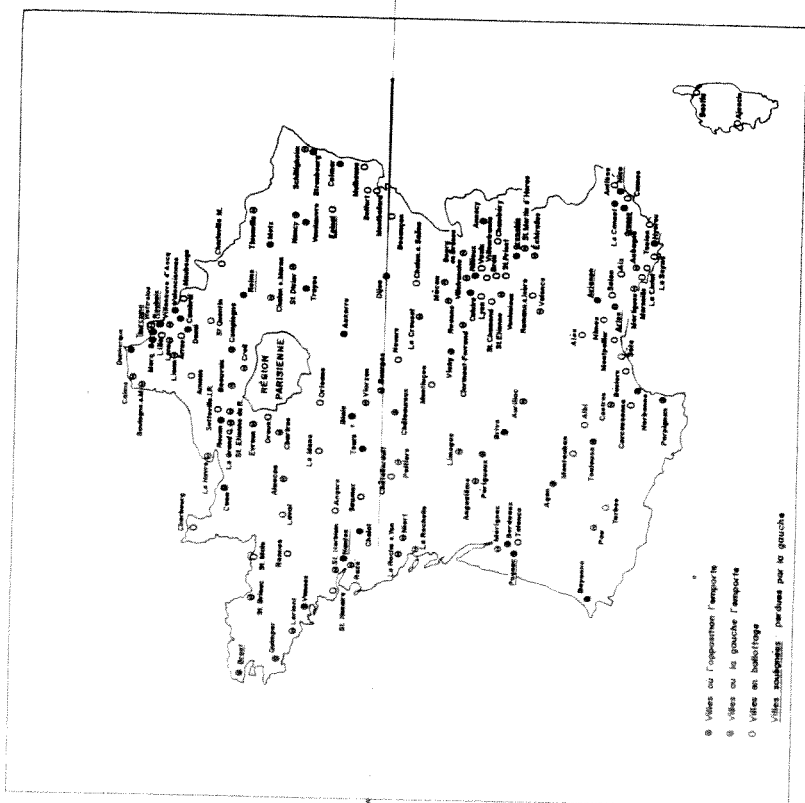


Fig. 1 - La situation des villes de plus de 30.000 habitants, après le premier tour (Source: Le Figaro, 14 mars 1983).

sont l'une des principales forces économiques du pays et un investisseur de poids. Du fait des nouvelles lois de décentralisation, les responsabilités des maires se trouvent aujourd'hui accrues. Elles concernent non seulement l'organisation des réseaux d'adduction et d'assainissement, de transport, les équipements culturels, le sport, l'aide sociale mais aussi depuis ces dernières années de nouveaux domaines tels que le soutien à l'emploi, et l'aide aux entreprises. Les collectivités locales sont donc un enjeu important en France, même si, au regard d'autres pays, elles n'ont pas de pouvoir propre en dehors de ceux que l'Etat leur confère.

La remontée de la droite et l'affaiblissement de la gauche qui sont, sur le plan politique, les résultats essentiels de la consultation ne doivent toutefois pas cacher l'extrême diversité des situations locales. Les villes,

tenu 10% des suffrages exprimés au premier tour peuvent se maintenir au second, ce qui semble plus équitable, mais cela ne jouera guère étant donné la politisation du scrutin et le clivage entre des listes d'union de la majorité ou de l'opposition; d'autre part, toute liste ayant obtenu 5% des suffrages exprimés peut fusionner avec une autre pour constituer une nouvelle liste au second tour, ce qui facilite les regroupements des listes minoritaires en vue d'une union plus large au second tour, à condition toutefois d'avoir atteint ce seuil minimum de représentation. Enfin, la réforme fondamentale consiste à introduire une part de proportionnelle selon la plus forte moyenne.

Un exemple simple permet de comprendre les effets de ce système. Soit une commune où 59 conseillers doivent être élus. Si une liste obtient

50,1% des suffrages et une autre 49,9%, la première se voit attribuer d'abord 30 sièges (nombre arrondi au chiffre supérieur); puis on répartit les 29 sièges restants entre les listes à la proportionnelle; soit 15 sièges supplémentaires à la première liste (qui aura ainsi 30 + 15 = 45) et 14 sièges à la seconde liste. Ainsi, avec à peine un peu plus de 50% des voix, une liste disposera de 75% des sièges au conseil municipal: le système permet sans doute la représentation de la minorité qui dans l'ancienne loi électorale n'avait aucun élu, mais il n'est pas réellement proportionnel puisqu'il accorde une très large supériorité aux listes arrivant en tête, selon le principe majoritaire, ce qui est sans doute nécessaire pour faciliter la gestion communale en évitant les conflits au sein de conseils trop divisés.

Les effets particuliers de ce nouveau mode de scrutin son d'autant plus difficiles à apprécier que la réforme s'est accompagnée d'un accroissement important du nombre des conseillers à élire (à partir des communes de 500 habitants, + 20% en moyenne et + 40% dans les grandes villes). L'entrée des minorités, par suite de la représentation proportionnelle, ne devait donc pas entraîner une diminution de la représentation des équipes majoritaires en place. Mais les comparaisons sont ici délicates, car elles nécessiteraient des études portant sur la totalité des sièges des conseillers élus.

3. Les résultats globaux du scrutin

Un taux de participation élevé et le net recul de la gauche permettent à la droite de reconquérir une partie des villes perdues en 1977, malgré un second tour qui atténuera quelque peu ce mouvement.

Le taux de participation est élevé, puisque les abstentions n'atteignent que 21,6%, en moyenne nationale. Ce chiffre s'inscrit dans une évolution constante depuis vingt ans: la diminution des abstentions dans les scrutins locaux, constatée également lors des élections cantonales. Le taux était de 21,1% en 1977, 24,8 en 1971, 25,3 en 1965. Conséquence d'une politisation plus grande, cette baisse de l'abstentionnisme rapproche ainsi la participation électorale de son niveau des élections nationales, législatives en particulier. Mais ce chiffre moyen pour les élections municipales est moins significatif du fait des écarts importants entre les petites communes et les grandes villes, l'abstentionnisme étant beaucoup plus élevé dans ces dernières:

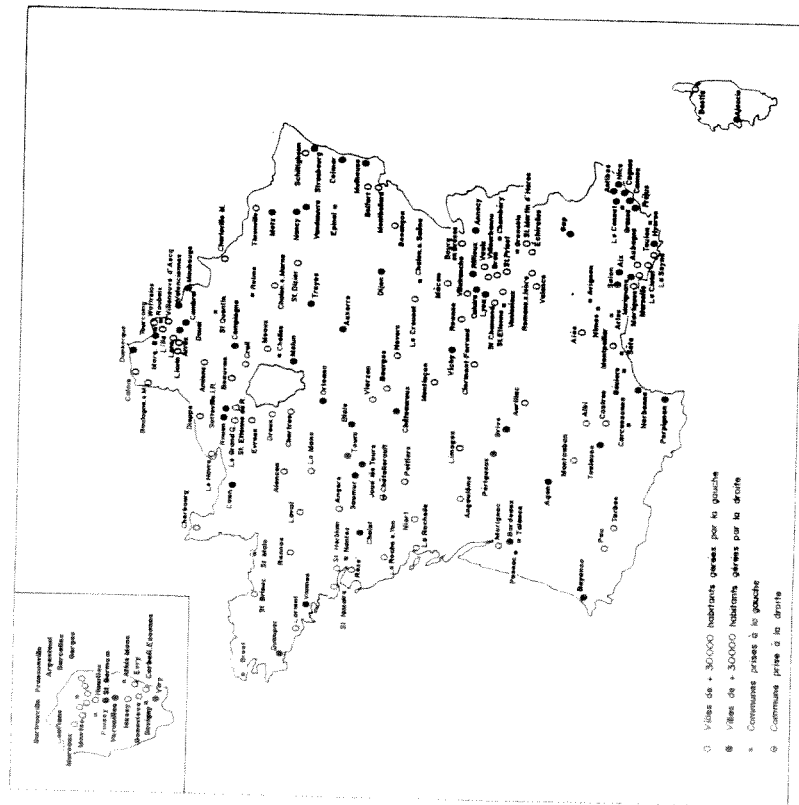


Fig. 2 - La situation des villes de plus de 30.000 habitants après le second tour. Gains et pertes de la gauche et de la droite (Source: Le Monde, 15 mars 1983).

TABLEAU 1 - Variations de l'abstentionnisme selon la taille des villes, en 1983, au 1er tour

Catégorie de taille des communes	% d'abstentions
Moins de 3.500 habitants	14
3.500 à 9.000 habitants	19
9.000 à 30.000 habitants	25
Plus de 30.000 habitants	30
Plus de 100.000 habitants	31,3
Ensemble des communes	21,6

Selon les statistiques du Ministère de l'Intérieur, les résultats sont les suivants, pour l'ensemble de la France:

TABLEAU 2 - Résultats du premier tour en voix et en sièges (France métropolitaine)

Listes	Voix		Sièges	
	Voix	En %	Sièges	%
Inscrits	36.233.581			
Votants	28.394.258			78,36
Exprimés	27.520.144			75,95
Abstentions	7.839.323			21,63
Extrême gauche	138.056	0,54	Extrême gauche	888
Parti Communiste	599.511	2,36	PC	21.647
Union de la Gauche	7.201.133	28,36	PS	41.441
Parti Socialiste	1.206.162	4,75	MRC	4.365
Divers-gauche	948.442	3,73	Divers gauche	88.544
Gauche-centristes	2.226.919	8,77	Écologistes	550
Écologistes	147.884	0,58	RPR	20.132
RPR-UDF-Divers Droite	12.894.312	50,78	UDF	25.495
Extrême-Droite	27.970	0,11	Divers droite	207.999
			Extrême droite	175

TABLEAU 3 - Résultats en nombre de voix du second tour (France métropolitaine)

	Moins de 3500 habitants		Plus de 3500 habitants		Ensemble des communes	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Inscrits	7.517.743		6.387.447		13.905.190	
Votants	6.204.907	82,53	4.878.676	76,37	11.083.583	79,70
Exprimés	6.028.777	80,19	4.763.061	74,56	10.791.838	77,61
Abstentions	1.312.836	17,46	1.508.771	23,62	2.821.607	20,29
Listes						
Extrême gauche	3.336	0,06			3.336	0,03
Parti Communiste	75.507	1,50	50.400	1,05	125.907	1,28
Union de la gauche	790.394	15,76	1.988.940	41,75	2.779.334	28,43
Parti Socialiste	244.874	4,88	137.017	2,87	381.891	3,90
Divers gauche	515.486	10,28	61.627	1,29	577.113	5,90
Gauche centriste	886.969	17,69	128.486	2,69	1.015.455	10,38
Écologistes	4.731	0,09	3.182	0,06	7.913	0,08
Opposition	2.490.641	49,68	2.387.715	50,12	4.878.356	49,90
Extrême droite	831	0,01	5.694	0,11	6.525	0,06

TABLEAU 4 - Second tour, résultat en nombre de sièges

Courants politiques	Moins de 3500 habitants		Plus de 3500 habitants		Ensemble des communes	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Extrême gauche	174	0,24	115	0,62	289	0,32
Parti Communiste	2.718	3,80	2.545	13,72	5.263	5,84
Parti Socialiste	5.719	7,99	3.810	20,54	9.529	10,58
Radicaux gauche	423	0,59	246	1,32	669	0,74
Divers gauche	18.412	25,75	2.204	11,88	20.616	22,89
Écologistes	165	0,23	42	0,22	207	0,22
RPR	2.420	3,38	2.221	11,97	4.641	5,15
UDF	2.905	4,06	1.725	9,30	4.630	5,14
Divers opposition	38.533	53,89	5.629	30,34	44.162	49,04
Extrême droite	25	0,03	11	0,05	36	0,03
Total	71.494		18.548		90.042	

TABLEAU 5 - Totalisation des sièges du premier et du second tour

Courants politiques	Moins de 3500 habitants		Plus de 3500 habitants		Ensemble des communes	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Extrême gauche	752	0,18	354	0,51	1.106	0,23
Parti Communiste	15.776	3,85	10.038	14,52	25.814	5,39
Parti Socialiste	34.797	8,49	14.066	20,35	48.863	10,21
Radicaux de gauche	4.122	1,00	701	1,01	4.823	1,00
Divers gauche	97.155	23,73	6.581	9,52	103.736	21,67
Ecologistes	564	0,18	118	0,17	682	0,14
RPR	177.903	3,88	8.001	11,57	23.904	4,99
UDF	22.525	5,50	6.418	9,28	28.943	6,04
Divers opposition	217.635	53,16	22.785	32,97	240.420	50,24
Extrême droite	162	0,08	39	0,05	201	0,04
Total	409.391		69.101		478.492	

Compte-tenu des incertitudes dues à la classification de certains élus « Divers-gauche » ou « Centre-gauche », on peut estimer que la gauche correspondant à la majorité issue des élections de mai-juin 1981 recueille environ 39%, le centre et les écologistes 10%, l'opposition et l'extrême-droite 51%. On remarquera le faible score des Ecologistes qui ne retrouvent pas leurs pourcentages de 1977-78.

En suffrages, le recul de la gauche est net, soit par rapport aux municipales de mars 1977, soit par rapport aux présidentielles de mai 1981. En 1977, la gauche totalisait 53% des voix dans les villes de plus de 30.000 habitants. Au second tour de l'élection présidentielle de 1981, M. Mitterrand recueillait dans les mêmes villes plus de 54%. C'est à juste titre qu'on a pu parler d'un « 1977 ou 1981 à l'envers », ou encore de l'inversion du rapport Gauche-Droite. Les succès de la Droite sont encore plus nets dans les plus grandes villes. En effet, elle passe de 49,2% pour les villes de moins de 3.500 habitants à 49,5% pour celles de 3.500 à 9.000, à 51,3 pour celles de 9.000 à 30.000, et à plus de 53% pour celles de plus de 30.000.

Au second tour, le nombre des abstentions va diminuer encore et descendre à 20,3%. Cette mobilisation des électeurs a fait l'objet d'interprétations divergentes. Elle a certainement permis de freiner la vague du premier tour, mais la droite a, elle aussi, bénéficié des gains sur les abstentionnistes, même si dans quelques cas spectaculaires, comme à

Marseille, la mobilisation est apparue comme un « miracle », sauvant pour la gauche quelques maires importantes.

Le bilan global fait apparaître une régression de 5 à 6 points, la gauche perdant plus dans les très grandes villes, moins dans les villes moyennes. Au sein de l'Union de la gauche, on constate que les pertes de suffrages sont plus importantes pour le Parti Communiste que pour le Parti Socialiste. Le recul est, en effet, plus net dans les municipalités communistes, en particulier celles qui avaient été conquises en 1977. Au sein de l'opposition, c'est le RPR qui remporte le plus grand nombre de villes, cette évolution semble due autant à la progression de l'implantation locale du mouvement gaulliste, déjà apparue lors des élections cantonales ou partielles de 1982, qu'à l'utilisation de l'image politique de son leader, Jacques Chirac ayant été dans les sondages la personnalité de l'opposition qui recueillait le plus d'opinions favorables.

Le poids des petites listes n'a pas été à la mesure de leurs espoirs, notamment pour les Ecologistes. Sans doute, le report de leurs voix au second tour a été fort utile pour la gauche. Mais ils n'ont pas su assurer l'unité de leur mouvement, certains faisant alliance dès le premier tour avec une liste d'Union de la gauche, ce fut le cas à Grenoble, la plupart fusionnant au second tour avec la gauche, d'autres se maintenant au second tour ou se retirant sans consignes particulières pour leurs électeurs, l'une d'entre elles fusionnant même avec une liste d'opposition. On assiste plutôt à un déclin de leur influence par rapport à 1977. Une exception pourtant: les succès des listes d'Extrême-droite dans certaines villes où le problème des immigrés se pose de manière la plus grave, comme le confirme le résultat des élections de Septembre 1983 à Dreux, où la liste du Front National a recueilli plus de 17% des voix.

4. Les grands villes, bastion de la droite

L'analyse des résultats des villes de plus de 30.000 habitants selon les critères de l'appartenance politique des maires, de la taille des villes et selon les régions géographiques permet d'établir les traits de la géographie électorale issue du scrutin de 1983.

Une première constatation s'impose avec clarté: la droite sort nettement renforcée dans ses zones de principale implantation. Là, l'opposition l'a emporté le plus souvent dès le premier tour et avec des scores massifs. C'est dans ce type de ville que la perte d'audience de la gauche, par rapport aux élections du printemps 1981, est de loin la plus sévère. Au delà de certains reculs spectaculaires, comme à Narbonne (— 25 points) et Toulouse (— 20 points), l'écart moyen des voix est de — 15 points, c'est dire l'important mouvement de balancier qui est intervenu depuis l'ar-

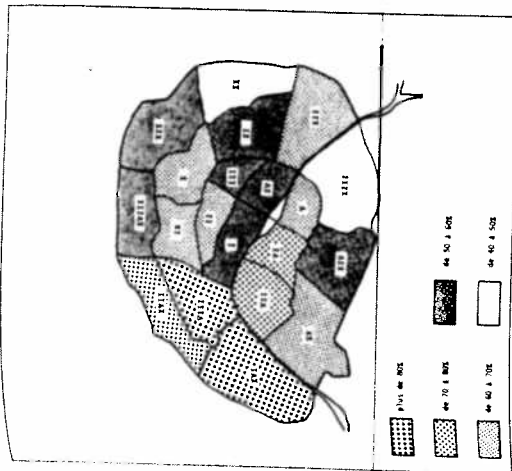
de la droite s'ordonnent en fonction de la taille des villes, le recul de la gauche étant d'autant plus fort que la cité est importante. L'opposition dirige désormais les deux-tiers des villes de plus de 100.000 habitants (24 sur 36) la gauche n'en conservant que 12 après en avoir perdu 7: Brest, Nantes, Reims, Grenoble, St Etienne, Roubaix et Nîmes. Les pertes en suffrages par rapport à 1981 s'échelonnent rigoureusement en fonction des catégories de taille, l'ordonnement grandissant de — 5,4 points pour la tranche des villes de 30.000 à 50.000 habitants à — 11,7 points pour celles de plus de 100.000. Finalement, ce sont les villes moyennes ou souvent la gauche n'était implantée que depuis peu, et qui par là même pouvaient apparaître comme les plus fragiles, qui ont le mieux résisté à la vague de l'opposition. Sans doute, dans ce type de ville les électeurs ont-ils été plus sensibles aux qualités de leurs élus qu'à la valeur de test du scrutin, la gauche prouvant ainsi sa capacité à s'implanter solidement.

Dans les principales métropoles, la droite s'est fortement consolidée et domine sans contestation. C'est le cas de Toulouse, Bordeaux et même Marseille, malgré la courte victoire de Monsieur Defferre. A Lyon, la liste du maire sortant, sénateur non inscrit, l'emporte dans tous les secteurs et réalise des scores élevés, à l'Hôtel de ville, la gauche ne compte plus désormais que 11 élus, dont 1 seul communiste, sur les 62 sièges de la seconde ville de France. A Paris, outre le triomphe de Mr Chirac et de ses lieutenants, l'opposition inflige de plus un désaveu à l'Etat à propos de la réforme du statut de la capitale, la création de nouveaux conseils d'arrondissement intervenue quelques mois avant les élections, ayant eu comme à Lyon, pour conséquence d'élargir l'implantation des élus de droite. Paris apparaît bien, comme son maire souhaitait qu'elle fût, la base de la reconquête du pouvoir central. Désormais, dans le nouveau Conseil de Paris, la gauche se trouve réduite à une de ses plus faibles représentations avec seulement 22 sièges sur 163 contre 38 sur 109 lors du précédent mandat.

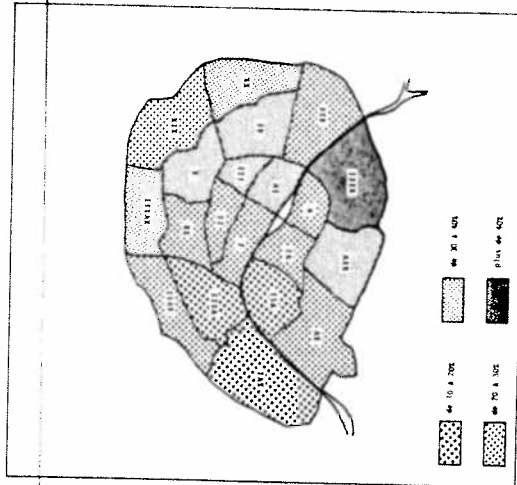
5. Les modifications de la géographie électorale française

Ce renforcement de la droite dans les grandes villes qui tient certes avant tout à la politisation recherchée par la droite ne doit pas cependant cacher que les tendances démographiques et sociologiques des communes centrales des agglomérations urbaines ne sont pas potentiellement favorables à la gauche.

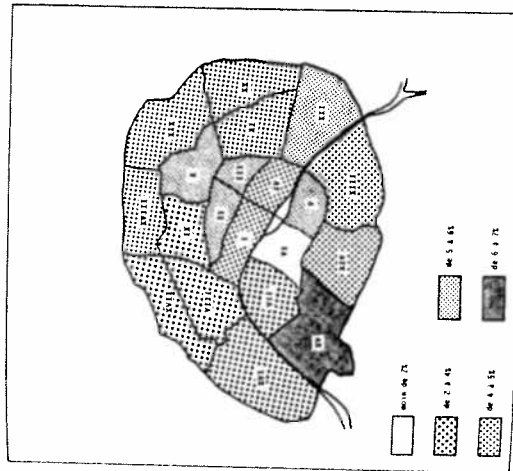
En effet, les recensements de population de 1975 et de 1982 ont montré qu'un dépeuplement accru touchait les villes-centres, entraînant un vieillissement des habitants. D'autre part, le rejet de couches popu-



A) Les voix de M. Jacques Chirac (RPR)



B) Les voix de M. Paul Quilès (PS)



C) La répartition des voix des écologistes

Fig. 5 - La situation électorale des arrondissements de Paris, au premier tour (Source: Le Monde, 9 mars 1983).

laires dans les banlieues, dû en grande partie à la cherté des logements, ou comme à Paris la quasi totale absence de logements sociaux, tendent aussi à accentuer les votes de droite. Cette constatation ne peut toutefois pas être généralisée car il s'est avéré qu'une partie de l'électorat théoriquement acquis à la gauche a porté ses suffrages vers les candidats RPR, et PS, et parfois même les dissensions au sein des socialistes, ont été des facteurs locaux d'échec qui se sont ajoutés à la vague de droite. A Carcassonne la gauche au pouvoir depuis 30 ans, au premier tour, n'allignait pas moins de trois listes!

Dans *Rhône-Alpes* où les comportements politiques sont très variés d'un département à l'autre, l'Isère fief traditionnel de la gauche, enregistré avec l'échec de Grenoble et de quelques autres communes de son agglomération, un retour de balancier vers la droite que nul observateur n'avait supposé. La capitale du Dauphiné se retrouve avec un maire RPR, un des plus jeunes de France. Il faut toutefois noter que le comportement politique de Grenoble n'a pas été exempt de ruptures dans le passé récent: ainsi la ville a-t-elle enregistré par deux fois la poussée gaulliste qui en 1947 et 1959 lui donna un maire. Par contre, la Drôme, également terre du socialisme, lui reste très fidèle, et conserve les principales villes du département: Valance, Romans et Montélimar. Mais d'une façon générale, les plus grandes villes de Rhône-Alpes sont désormais gérées par la droite comme Lyon, le PC ayant perdu St Etienne et le PS, Chambéry, villes toutes deux acquises en 1977 et pour lesquelles finalement, à l'inverse de Grenoble, la gauche n'aura été peut-être qu'une parenthèse.

La modification de la carte politique affecte aussi le Nord, même si la gauche résiste ici mieux qu'ailleurs. Le Parti Socialiste perd les villes industrielles de Roubaix et Tourcoing mais au total l'érosion de la gauche par rapport à 1981 reste inférieure à la moyenne nationale. Il est toutefois à noter que le Premier Ministre qui est maire de Lille réalisa un score honorable, 52,8% des suffrages exprimés au second tour, voisin de celui de 1977.

Contre toute attente, et malgré la vigueur du débat national sur l'enseignement libre c'est la *partie Ouest du pays* où l'implantation de la gauche est relativement récente et pouvait paraître la moins solide qui a été la moins affectée par la poussée des partis de droite. Certes, Nantes et Brest, villes symboles de vague rose de 1977, reviennent à la droite mais les pertes de suffrages par rapport à 1981 restent ici les plus faibles du pays. Il est aussi à noter que la poussée des écologistes, forte dans la Manche, n'a pas empêché Cherbourg de retrouver un maire socialiste, ni Rennes où pourtant les rapports entre écologistes et socialistes avaient été pour le moins difficiles.

6. Les grands thèmes de la campagne électorale

Pour les élections locales, la question des éléments déterminants le comportement des électeurs est d'autant plus complexe qu'interfèrent les voire même dans certains cas, comme à Dreux, vers des représentants de l'extrême-droite.

Le phénomène urbain introduit donc de sensibles modifications à la géographie électorale française dans la carte régionale d'implantation des principaux courants politiques. Sans aucun doute l'urbanisation (la population urbaine s'élève à environ 40 millions d'habitants, soit 74% des français en 1982) tend à homogénéiser les attitudes d'une région à l'autre mais il n'en reste pas moins que l'on peut repérer des évolutions originales en certaines parties du territoire, le scrutin de 1983 renforce certains traits du comportement politique traditionnel comme dans l'Est ou au contraire renverse des situations qui semblaient de tout temps acquises. On n'envisagera ici que quelques traits parmi les plus marquants.

La *partie Est du pays* reste étroitement fidèle à son image de fief de la droite et du centre; la quasi-totalité des grandes villes d'Alsace et de Lorraine sont gérées par des maires d'opposition. A l'inverse de ce qui s'était passé en 77, la grave crise de la sidérurgie lorraine n'a pas entraîné de profondes modifications à son déclin et la gauche perd même Epinal. En Champagne, Reims acquise par le PC en 1977 retrouve un maire de droite. Globalement, la gauche surtout présente dans les villes industrielles (Thionville, St Dizier etc...) réalise dans cette région un de ses plus faibles scores avec moins de 36% des voix dans les villes de plus de 30.000 habitants au premier tour et enregistre par rapport à 1981 la baisse d'influence la plus importante. Le schéma est identique pour la *Côte d'Azur*, et la *Provence intérieure* où la droite qui gère traditionnellement Nice, Cannes, Aix-en-Provence, Toulon, élargit son audience en gagnant Grasse et Hyères.

En *Ile de France*, la droite sort largement gagnante de ce scrutin et la tendance à la baisse des deux principaux partis de gauche n'a pas manqué d'être jugée inquiétante pour eux-mêmes. Le bilan concernant les communes de plus de 3.500 habitants est particulièrement lourd: la gauche en perd 54 et n'en gagne qu'une. Le déclin touche « la ceinture rouge » parisienne dans les communes de solide et ancienne implantation tant communiste que socialiste. Les suffrages perdus par le premier ne profitant d'ailleurs pas au second. Globalement la gauche réalise dans la région parisienne un des résultats les plus bas avec 41,3% des voix au premier tour et enregistre comme dans l'Est, par rapport à 1981, une chute de près de 12 points. Longtemps contrepois à Paris, la couronne parisienne est en passe de s'aligner sur la capitale et de faire de l'Ile de France un solide bastion de la droite.

Dans les zones d'ancien et fort enracinement, la gauche subit de sensibles reculs. Dans le Midi, en Languedoc et sur ses marges, elle perd des villes où elle était présente depuis la fin du siècle dernier comme à Nîmes, mais aussi Béziers, Sète, Carcassonne, ainsi qu'Avignon et Arles. Les thèmes de politique nationale avec des facteurs purement locaux. Les élections municipales sont considérées comme des élections « intermédiaires », faisant partie de cette « chaîne » de scrutins qui se déroulent dans le pays à intervalles relativement rapprochés. Sans doute, seules les élections présidentielles et législatives ont-elles pour objet d'investir de nouveaux gouvernements mais le caractère de test politique national est accepté tout autant par la majorité que par l'opposition. Il est certain qu'après l'alternance de mai-juin 1981, les élections partielles et cantonales de 1982, la consultation de 1983 fournit de bonnes indications sur l'évolution de l'opinion, sans que du résultat d'une élection locale l'on puisse anticiper celui d'une autre: en 1977, la gauche avait largement dominé aux municipales mais c'est la majorité nationale de droite qui l'emportait aux législatives de 1978!

Dans les petites communes, les facteurs proprement locaux prennent le pas et les questions de personnes passent avant celles de l'engagement politique. Même dans des communes plus grandes, la « prime au maire sortant » est souvent au avantage décisif. Mais dans la plupart des cas, il s'agit d'un mélange des thèmes nationaux et locaux ou plus exactement de la traduction ou de l'adaptation au plan local des thèmes généraux véhiculés par les organisations politiques. Les questions de l'immigration et de l'insécurité en fournissent des exemples, exploitées en 1983 de manière plus ou moins insistante selon les situations sur le terrain, donnant même naissance à des listes autonomes dont le poids au second tour fut parfois déterminant ou inquiétant, tel est le cas de Marseille-Sécurité.

Le soutien apporté aux candidats par les grands partis et les personnalités nationales contribue aussi à la politisation du débat et à la prédominance de l'aspect national; dans les villes moyennes, les candidats « sans étiquette » deviennent de plus en plus rares. Enfin, le fréquent cumul des mandats impose de fait ce rapprochement entre le national et le local: 34 ministres sur les 44 du gouvernement Mauroy se présentaient aux municipales.

« Miroir brisé qui reflète en ses fragments une foule de situations particulières » selon l'expression de Maurice Duverger, les élections municipales connurent une campagne où le débat fut vif et la controverse animée, la clôture du premier tour fut marquée par un appel au calme du Premier Ministre qui s'inquiétait de l'exploitation par la droite de thèmes qu'il jugea « ouvertement xénophobes ». Parmi les thèmes généraux, la situation économique du pays occupa une place de choix. Les principaux indicateurs financiers et monétaires de l'heure qui reflétaient une hausse

de l'endettement extérieur, un déficit record de la balance commerciale et une inflation en baisse mais difficile à juguler, furent habilement exploités par la droite. Elle sut en fait imposer sa lecture capitaliste de l'économie à la gestion socialiste du gouvernement. Dans certains domaines, le gouvernement pouvait pourtant se prévaloir de résultats honorables, notamment en ce qui concerne la stabilisation du chômage par des mesures sociales sur la ligne des 2 millions de personnes. Mais d'une façon générale, il resta sur une position plutôt défensive. Il ne sut pas non plus exploiter sa vigoureuse activité dans le domaine social. Tout se passe comme si la revalorisation des bas salaires et des pensions, la diminution de l'âge de la retraite, l'obtention d'une cinquième semaine de congé payé, l'abaissement du temps de travail hebdomadaire, l'émergence de nouveaux rapports sociaux au sein des entreprises, toutes mesures favorables aux salariés furent oubliées, considérées comme normales ou définitivement acquises par l'électorat de gauche. Les nationalisations, qui furent pourtant une des revendications constantes des partis de gauche et des syndicats depuis l'élaboration du Programme Commun du Gouvernement au début des années 70, et qui eurent pour effet de sauver des usines de la faillite, ne furent non plus pas exploitées, même localement. Par contre, la droite mit vigoureusement en exergue les ma-ladresses de l'exécutif, les décisions hâtives, les voltes-faces. Elle exploita aussi des thèmes qui prenaient à contre-pied la générosité, parfois teintée de naïveté, des Socialistes. La double interrogation sur l'immigration et la sécurité, présente tout au long de la campagne, particulièrement dans les grandes agglomérations, fut mal posée par la gauche qui ne donnait pas non plus de vraie réponse à une sourde inquiétude de la population. La question des libérés qui tient tant à cœur aux socialistes français, ne fut pas non plus utilisée comme le moyen de susciter un vaste rassemblement des suffrages. Cette sorte d'incapacité à faire valoir un bilan de l'action du gouvernement et à expliciter son action rejaillit sur le Parti Socialiste dont la mutation de parti d'opposition à celui de pouvoir se révèle être une épreuve difficile et lente. En hésitant d'abord sur le choix du niveau où placer la campagne, puis en ne privilégiant pas délibérément le plan et les thèmes nationaux, la gauche laissait beaucoup de champ à l'opposition qui sut bien s'y placer et sanctionner finalement le pouvoir central, sans que ne soit absent un certain esprit de revanche.

7. L'évolution politique des couches sociales

Portée au gouvernement pour lutter contre la crise, la gauche apparait, deux ans après son arrivée, pour une majorité d'électeurs, incapable de

la maîtriser, elle voit désormais s'éloigner d'elle au Printemps 1983 ceux-là même qu'elle avait réussi à attirer tout au long de ces dernières années. Cette inversion du rapport de force au profit de la droite s'explique d'abord par la désaffection du centre-gauche, les classes moyennes transférant leurs voix vers la droite, ou se réfugiant dans l'abstention. L'électorat traditionnel de la gauche, même s'il résiste bien, n'en subit pas moins, lui aussi, une certaine érosion.

Enquêtes et sondages permettent de cerner le profil sociologique de ces « déçus du socialisme » selon l'expression qui fit fortune de V. Giscard d'Estaing. Il apparaît que le principal transfert de voix s'est effectué dans les couches sociales où la gauche avait réalisé sa percée la plus nette, particulièrement chez les cadres moyens et supérieurs. En avril-mai 1983, les sondages indiquaient que 45% des cadres qui avaient voté pour François Mitterrand en 1981 se déclaraient insatisfaits de son action. La désaffection touche aussi l'électorat des jeunes et des femmes et les écologistes qui avaient apporté leurs suffrages à la gauche se déclarent en majorité déçus.

Cette appréciation devenue négative connut une double transcription lors du scrutin de 1983, pour certains elle prit la forme de l'abstention lors du premier tour, d'autres basculèrent vers les partis de l'opposition et tout particulièrement vers le R.P.R. Le désenchantement des couches moyennes ne doit toutefois pas cacher qu'en 1981 des suffrages s'étaient portés plus contre M. Giscard d'Estaing que pour M. Mitterrand. C'est donc cette frange de l'électorat du centre qu'il s'agit désormais pour la gauche de reconquérir. Pour les cadres, la démobilisation est d'autant plus vive qu'elle s'accompagne du sentiment que si quelque chose a changé, c'est de façon restrictive, le pouvoir entretenant des relations privilégiées avec les syndicats ouvriers. Groupe clé de la société française, les cadres ont l'impression d'être marginalisés, ce qui est un réel problème par rapport à la volonté affirmée par le Gouvernement de relancer l'économie et de promouvoir la modernité.

Que la gauche ait vu disparaître la marge lui ayant assuré une victoire « confortable » en mai-juin 1981, cela n'a rien d'anormal ni de surprenant, dans la mesure où cet apport provenait d'un vote flottant, centriste et même de l'électorat chiraquien. Dans cette frange, deux années d'exercice du pouvoir ont pu amener des électeurs à changer d'opinion. Mais ce qui apparaît plus inquiétant pour la gauche est certainement l'érosion de son électorat traditionnel, en particulier les couches les plus populaires; chez celles-ci, la déception engendrée par la timidité des changements est la principale responsable de cet affaiblissement, comme en témoignent les enquêtes menées par la Sofres en avril et mai 1983. Par exemple, parmi les ouvriers et employés ayant voté pour M. Mitterrand, près de 40% se déclarent non satisfaits. Ce chiffre est à rapprocher des

44% d'abstentionnistes déclarés qui appartiennent à des catégories ouvrières. Ces enquêtes montrent encore que, parmi les électeurs de F. Mitterrand gagnés par l'opposition, ce sont le chômage et l'insécurité qui ont été les problèmes ayant le plus compté dans l'orientation du vote.

Tous ces éléments se conjuguent pour expliquer la poussée de l'abstentionnisme dans les secteurs traditionnels du vote populaire, banlieue « rouge » de Paris, quartiers populaires des grandes villes, et même le transfert de votes en faveur des listes de l'opposition. L'étude détaillée des villes par bureaux de vote fait apparaître que la démobilisation a été d'autant plus forte que l'orientation à gauche était plus marquée.

De même que la déception des couches moyennes a frappé le Parti Socialiste, l'analyse du vote populaire montre que le Parti Communiste ne recueille plus un électorat de « mécontents », à partir du moment où il est associé à la politique gouvernementale. Une frange de cet électorat populaire rejoint donc d'autres groupes sociaux dans cette attitude incertaine ou abstentionniste. On ajoutera que ce comportement n'est pas démenti par le « sursaut » du second tour des municipales: la gauche a, certes, pu remobiliser une partie de son électorat populaire, mais les municipalités de gauche qui ont pu ainsi être conservées, ne l'ont été qu'avec des marges beaucoup plus étroites qu'en 1977, parfois même avec des différences de quelques dizaines de voix, le nombre de scrutins serrés ayant été particulièrement élevé.

8. Conclusion

Vote sanction pour la gauche, avertissement au gouvernement, telles ont été les interprétations les plus répandues du résultat de ce scrutin. Même s'il est indéniable qu'une partie de l'électorat s'est retournée vers la droite pour lui donner une majorité de suffrages, il faut relativiser la signification de ce mouvement. D'abord parce que l'arrivée de la gauche en 1981 résulte d'une conjonction de causes qui s'expliquent par le contexte, historiquement unique, dans lequel s'est déroulé cet événement. D'autre part, après la période « d'état de grâce » dont bénéficia la gauche pendant un an environ, la tendance allait ce ou moins, mais inéluctablement, s'orienter en sens contraire. Enfin ce mouvement de balancier vers la droite s'opère à propos d'une élection qui, quoique importante, n'a toutefois pas la valeur de faire ou défaire le pouvoir légitime; les élections municipales, se présentant comme l'opportunité relativement facile pour certains de montrer leur mécontentement. La gauche continue, titrait « Le Monde » au lendemain des élections, il n'en reste pas moins que la reconquête de l'opinion est pour la gauche une

action prioritaire en vue de l'échéance déterminante pour son avenir que sont les élections au Parlement de 1986.

Sur le plan du pouvoir local, on peut s'interroger sur l'impact du scrutin sur le processus de décentralisation en cours, la dévolution des pouvoirs bénéficiant finalement à la droite. Mais modifiée ou ralentie ou inchangée, la réforme des collectivités locales se heurte, au delà de l'évènement politique, à une question plus fondamentale encore dans le contexte de crise générale de l'économie. Quelle part de ressources l'Etat peut-il finalement accorder aux pouvoirs locaux alors même que le rétablissement du Commerce extérieur, l'investissement productif et la recherche sont décriés comme les priorités permettant le redressement de l'économie?

PRINCIPALES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- J. JAFFRE, *L'inversion du rapport droite-gauche*. Le Monde, 17 mars 1983. *Qui sont et que pensent les déçus du socialisme?*, Le Monde, 12 et 13 juin 1983.
A. LANGELOT, *Vae sur la gauche à marée basse*. Revue Projet, mai 1983.
G. LE GALL, J.-L. PARODI, H. TING, *Dossier Municipales 83*, Revue Politique et Parlementaire, mars et avril 1983.
Le Monde, *Dossier Les élections municipales de mars 1983*; Supplément aux dossiers et documents. Mars 1983.
Cahiers du Communisme. Revue politique et théorique du PCF, avril 1983.

RIASSUNTO

Le elezioni municipali francesi del 6 e 13 marzo 1983 hanno avuto una forte valenza politica, perché hanno costituito un test contro o a favore del governo delle sinistre insediato dal 1981. Le elezioni avevano altri motivi di interesse: si svolgevano dopo una riforma che aveva favorito le autonomie locali e con una legge elettorale modificata.

L'elevata partecipazione ha confermato la polarizzazione politica della consultazione. I risultati hanno dato ragione alla destra che ha riconquistato parte dei comuni perduti nel 1977 ed ha avuto i successi più netti nelle grandi città. Nell'ambito della sinistra, il PCF ha registrato perdite più gravi di quelle del PS; mentre è stato il RPR ha conquistare più comuni di destra, grazie ad un maggior radicamento nella società. Deludenti sono stati i risultati delle liste minori, in particolare degli ecologisti, qualche successo è stato conseguito dalla estrema destra xenofoba.

Nella seconda parte l'articolo passa in rassegna i principali temi della campagna elettorale, ricorda le trasformazioni demografiche di città e provincia, cerca di stabilire un rapporto fra voto ed evoluzione delle classi sociali.

ABSTRACT

The French municipal elections held on 6 and 13 March 1984 have had a strong political significance, in that they have acted as a test to see whether attitudes are for or against the left-wing government which took over in 1981. The elections have aroused considerable interest for other reasons as well: they took place after a reform which had favoured local authorities and with a modification in the voting law which had favoured local authorities and with a modification in the voting law.

The high turnout has confirmed the political polarization of the electoral consultation. The results are to the benefit of the right-wing, which has regained part of the Town Councils (Communes) lost in 1977 and which has scored its clearest successes in the large cities.

Within the left-wing, the PCF (French Communist Party) has registered more serious losses than the PS (Socialist Party); while the RPR has regained more right-wing Town Councils, thanks to its strengthening presence in society. Results from the minority party lists are disappointing, and in particular the ecology groups, whereas the xenophobic extreme right has registered some slight successes.

In the second section, the article reviews the main themes treated in the electoral campaign; it mentions the population changes taking place in cities as well as in the country. It attempts to define a relationship between voting behaviour and evolution in social classes.